

SYNTHÈSE



Paroles d'habitants et habitantes
de quartiers populaires

5^e rapport national
Septembre 2021

DES HABITANT·ES COMME LES « On vit là normalement... Enfin presque! » AUTRES ?

Fédération des
Centres sociaux et
Socioculturels de France
& Question de Ville



Sommaire & Introduction

Sommaire

- 3 Les 22 centres sociaux engagés
- 5 Être terré «mais pas enterré»
- 6 Entretien d'un espace public désirable
- 9 «Ils» ou «nous»: tou-tes responsables de la situation?
- 10 Transiter vers de nouveaux modes de vie
- 12 Pour aller plus loin...

Introduction

Depuis 2011, la Fédération des Centres sociaux et Socioculturels de France (FCSF) et l'association Question de Ville, qui rassemble les directeurs-rices des centres de ressources politique de la ville, ont décidé de produire tous les deux ans un rapport «Paroles d'habitant-es des quartiers populaires».

Celui-ci s'appuie sur une démarche basée sur la construction d'une parole collective permettant de rendre compte du vécu des habitant-es. Il porte l'ambition de :

- » Faire entendre la voix des habitant-es des quartiers et les positionner comme co-constructeurs de politiques publiques adaptées à leurs besoins ;
- » Interpeller les pouvoirs publics sur les situations vécues dans les quartiers et les inciter à les prendre en compte dans l'élaboration de leur politique ;
- » Promouvoir le dialogue entre les élu-es, les décideur-ses publics, les professionnel-les et les habitant-es.

La FCSF et Question de Ville ont lancé fin 2019 la cinquième édition de ce rapport. Ainsi, durant l'année 2020, les 250 habitant-es mobilisé-es par les 22 centres sociaux impliqués dans la démarche ont formulé un message qui pourrait se résumer ainsi : «La crise sanitaire est une opportunité pour être pleinement et durablement considéré-es comme des citoyen-nes». L'année 2020 a représenté, pour les habitant-es des

quartiers, comme pour l'ensemble de la population, une année particulière, propice à la réflexion, parfois vectrice de changements. Dans les quartiers, encore plus peut-être qu'ailleurs, il a fallu s'adapter, organiser les solidarités, malgré les difficultés rencontrées. De nombreuses initiatives citoyennes ont émergé dans ces territoires, alors même que leurs habitant-es ont subi de plein fouet les difficultés engendrées par la pandémie : les problématiques de surpeuplement sont devenues criantes, le poids des inégalités également, celles liées à l'emploi précaire ont renforcé la précarité.

Après des années de démolition-reconstruction des quartiers ayant engendré des inconforts dans la vie quotidienne (du fait de la présence de chantiers et travaux pendant plusieurs années) et parfois des traumatismes (du fait des relogements brutaux et de l'absence de co-construction de ces projets urbains), après des changements de repères dus à la pandémie, ils.elles aspirent à s'ancrer dans les territoires en étant reconnu-es pour ce qu'ils.elles sont : des citoyen-nes de milieu populaire dont le vécu et la parole comptent autant que ceux-celles vivant dans d'autres secteurs géographiques. Après avoir vécu les mêmes difficultés que tout le monde dans des proportions amplifiées (poids des inégalités, conditions de logement, etc.), les habitant-es des quartiers populaires aspirent à sortir du clivage entre «eux» et «nous» et à renouveler les politiques publiques afin qu'elles soient plus en phase avec leur réalité.



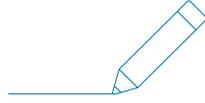
En quelques chiffres

 250
habitant-es
mobilisé-es

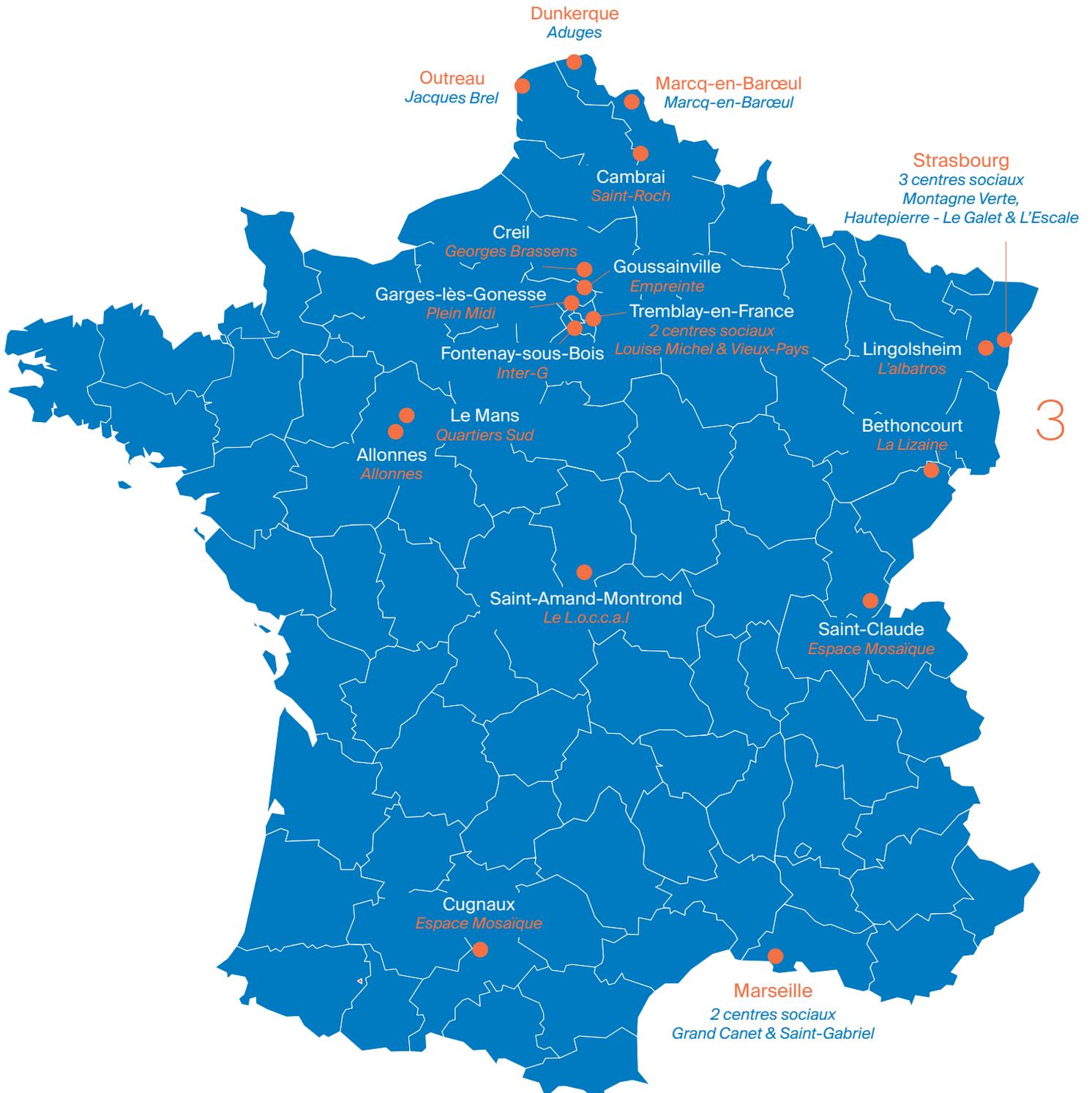
 50
heures de débats
collectées et retranscrites

 22
centres sociaux
mobilisés

 12
comités de pilotages
nationaux en 2020-2021



Les 22 centres sociaux engagés





↑ Quartier Grand Canet, Marseille (13)



↑ Quartier Vivier Maçon, Cugnaux (31)

↑ Quartier la Briquetterie, Marcq en Barœul (59)

Être terré « mais pas enterré »

Les habitant·es rencontré·es n'ont pas découvert les difficultés à vivre en promiscuité dans des logements exigus¹ dans l'année 2020 car, selon l'Insee, près d'un·e habitant·e sur trois vivant en quartier prioritaire se trouve en situation de surpeuplement². Pour décrire la manière dont le repli dans l'espace intime est vécu, ils·elles parlent « d'entassement » dans les appartements, « d'empilement les uns sur les autres », de « compactage en faisant gaffe à ne pas se marcher dessus ».

Comme tout un chacun, après le choc des annonces du confinement et une courte période de sidération, ils·elles ont saisi l'occasion de réinterroger leurs priorités et besoins essentiels en reprenant possession du temps pour se questionner sur ce qui rend meilleure la santé psychique, physique et sociale de chacun·e.

Ils·elles ont pris conscience des nuisances du rythme de vie trop soutenu et orchestré par les tâches domestiques et les obligations professionnelles. Ils·elles ont redéfini ce qui permet de prendre soin de soi, de gérer son stress par la détente, de se cultiver et de laisser une part importante aux loisirs. Ils·elles ont repensé leur utilité et leur projet professionnel à l'aune d'une potentielle crise économique.

« J'ai un gamin de 18 ans et l'année dernière, il a eu le bac. Il ne pouvait pas faire ses devoirs parce qu'on n'a que deux chambres : la chambre des parents et la chambre des trois enfants. Le salon sert aussi pour dormir. Donc, on est un petit peu serrés » – Line –

Si sortir de chez soi répond pour eux et elles à des impératifs économiques, sociaux et existentiels qu'il est difficile de mettre entre parenthèses compte tenu de leurs conditions de vie, la cohabitation à l'intérieur s'est faite « comme on a pu. Ça n'a pas été tout rose, mais ça n'a pas été tout noir non plus ». Les frontières des un·es et des autres, les zones interdites, les barrières (in)franchissables, les cloisons qui tombent ou qui se montent, sont autant de thèmes abordés pour exprimer les adaptations qu'il a fallu opérer. C'est le cas, notamment, pour la mise en place de la scolarité à domicile, thème récurrent des rencontres, où

l'appartement (ou la maison) est devenu une école ; brouillant les frontières habituelles entre le travail, la formation, les loisirs et la famille avec des parents jouant parfois un rôle qui n'est pas le leur : « faire les cours à la place des professeurs. Comme on a un niveau différent c'est ultra difficile » expliquera une maman. Les conditions de vie amplifient les difficultés identifiées par de nombreux parents.

Les habitant·es ont pris conscience de la nécessité d'interroger les règles de la vie collective. Alors que chacun·e devait se replier sur son espace intime, une conscience du collectif et de l'intérêt général s'est développée. Prenant appui sur ce qu'il se passe dans les logements, dans le partage des tâches et des obligations, ils·elles ont livré un regard plus large sur la coexistence entre des personnes ayant des goûts, des références culturelles, des aspirations et des contraintes différentes. Tout s'est passé comme si le fait de se recentrer sur l'essentiel, sur ses besoins primaires (manger, dormir, se dégourdir les jambes, etc.) avait permis de se reconnecter à la cité. De voir plus grand !

De cette lecture domestique de la vie sociale (une société en miniature en quelque sorte), est né le souhait de (re)vivre pleinement en extérieur avec les autres, dans la rue ou dans la nature, dans un environnement attractif, animé et sécurisé.

¹ Voir l'analyse du traitement médiatique des modes de vie des habitants des quartiers populaires de Renaud Epstein et Thomas Kirszbaurm. « Épidémie virale et panique morale : les quartiers populaires au temps du Covid-19 », soc média, 14 avril 2020. ² Selon l'indice de peuplement de l'Insee, un logement est surpeuplé s'il manque au moins une pièce par rapport à une norme définie selon la composition familiale du ménage qui l'occupe. Un logement est en surpeuplement accentué quand il lui manque au moins deux pièces par rapport à une occupation normale.

6 Entretien un espace public désirable

Dès que l'on sort de chez soi, lorsque l'on va travailler, faire ses courses ou rendre visite à des ami-es, on emprunte l'espace public. On y circule, on le traverse, on s'y arrête. On l'use, on le rénove, on le nettoie. On l'observe, on le critique, on le rêve autrement car il est à la fois un lieu commun et un lieu à soi et pour soi. Pour que puisse s'y développer une vie sociale riche d'échanges, de débats, de conflits, de présence de soi et de l'autre, on se doit d'y respecter des principes d'égalité, de liberté d'usages et de gratuité.

L'espace public est souvent décrit, par les habitant-es, comme un repoussoir, une zone à éviter ou à franchir «tête baissée» mais sa privation durant des semaines l'a rendu également plus désirable. Il a été perçu comme un bien précieux à préserver, à investir, à animer et à connecter à d'autres espaces de la ville mais aussi à partager.

Ainsi, l'espace public n'apparaît pas uniquement comme une zone que l'on craint et que l'on évite d'emprunter : il est aussi un territoire stimulé par une animation réconfortante et révélatrice de l'état de vitalité de la cité.

Il est vrai que les habitant-es des quartiers sont nombreux-ses à se plaindre du vacarme subi au quotidien (musiques trop fortes, chahut dans les cages d'escaliers, tapage nocturne, circulation automobile, crissement des trains, etc.) mais le son de la vie sociale est aussi perçu comme une mélodie «qui fait du bien», qui raccroche au vivant, qui se fait l'écho des «autres» et du «nous». L'absence de bruit (expérience du premier confinement) est alors vécue comme un vide qui déclenche un sentiment d'ennui et de passivité. S'il y a besoin de baisser le seuil de tolérance auditive, il ne peut se vivre, voire même s'imaginer, un quartier sans mouvement, sans un minimum d'agitation, sans ses scories sonores où ne resteraient que les «bons sons». L'espace public est donc un lieu de rencontres d'où monte l'écho de la vie sociale.

Autour des habitations, l'espace public est décrit comme un univers à la fois débordant de richesses à préserver tout autant qu'il est révélateur du niveau de pauvreté des populations qui le fréquentent. Il est source de bonheurs et de plaisirs mais aussi de peurs et d'un sentiment d'injustice sociale. Il est vu comme un outil que l'on s'approprie quotidiennement et un bien précieux à protéger. Les habitant-es des quartiers populaires aspirent à vivre dans un espace

public où la propreté est assurée par tou-tes, dont l'occupation est régulée par chacun-e, où la question de la sécurité ne se pose plus (ou très peu) et où la présence policière rassure et non inquiète.

Ils-elles veulent trouver des rues animées, du mobilier urbain respecté et des zones de verdure nettoyées qui permettent de se déplacer puis de s'arrêter pour créer du lien social. Ils-elles veulent se mouvoir dans un quartier multifonctionnel en présence de nombreux services qui n'enferme pas mais qui ouvre vers un ailleurs, qui connecte à d'autres espaces urbains ou ruraux.

« J'ai fait une demande pour qu'ils changent la porte d'entrée. On m'a dit d'envoyer des courriers. Ça fait six mois que j'attends l'intervention. Ma voisine m'a dit "il faut entre un et dix ans pour changer une porte!" » – Louise –

En somme, il focalise l'attention des habitant-es car il est vital pour elles-eux. Mais pour rendre possible cette vision souhaitée, voire fantasmée, les habitant-es savent qu'il est important d'interroger les responsabilités de toutes les parties prenantes et de faire entendre davantage leurs voix. Dans le même temps, les politiques publiques ne peuvent se satisfaire de penser la structuration de ces espaces, sans donner les moyens d'accompagner, de structurer les usages de ceux-ci, en sollicitant le point de vue et le vécu des habitant-es et en renforçant les moyens humains en proximité.



↓ Quartier Hautepierre, Strasbourg (67) ©Camille Nehlig-Camneh



↓ Quartier La Capelette, Marseille (13) ©Amélie Heroux



← Quartier des Trois cités
Poitiers (86) © Marta Nascimento

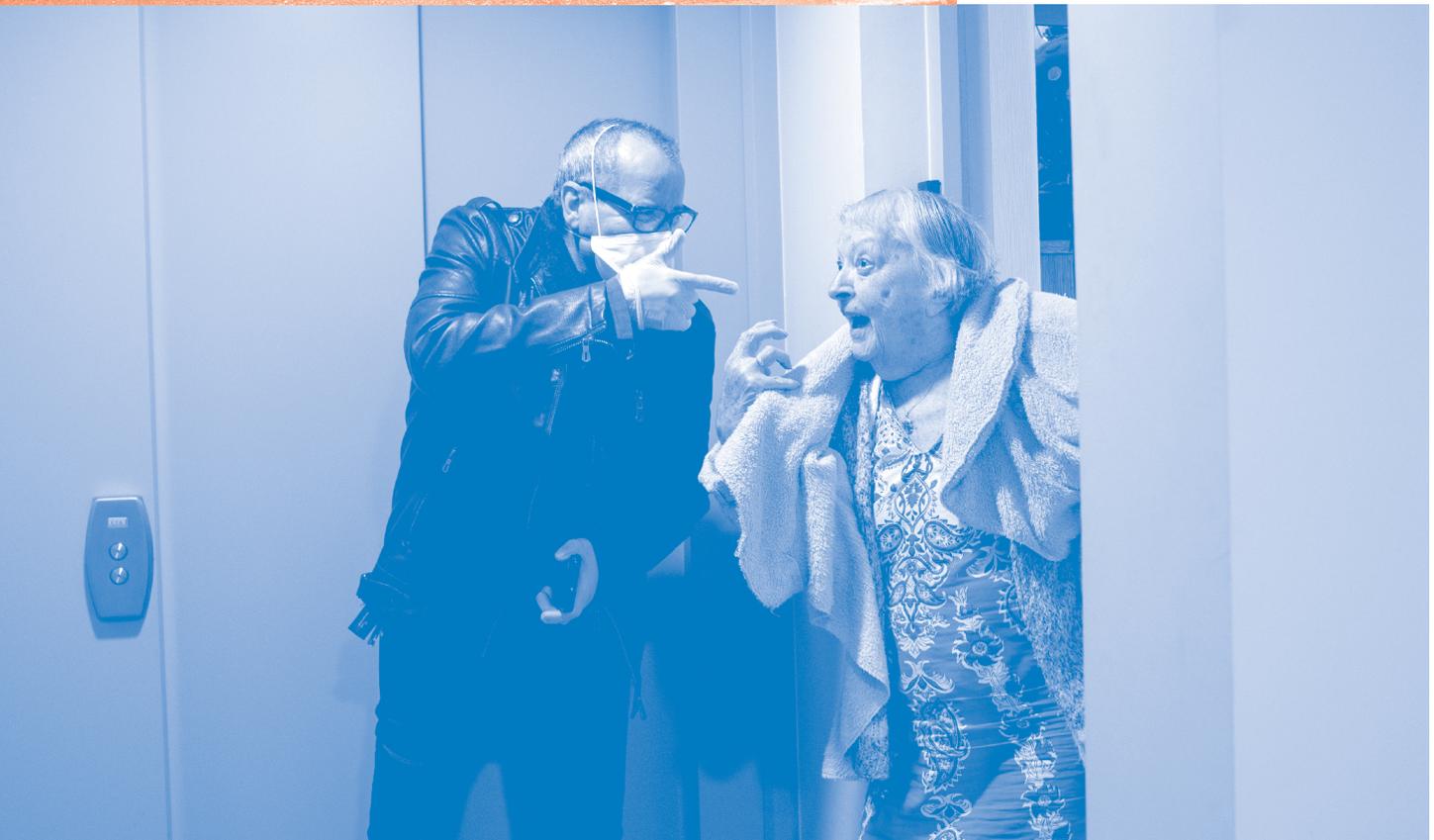
↓ Quartier du Vernet, Saint-Amand-Montrond (18)



↓ Quartier des Trois cités, Poitiers (86) ©Marta Nascimento



← Quartier des Trois cités, Poitiers (86) ©Marta Nascimento



« Ils » ou « nous » : tou·tes responsables de la situation ?

Les rencontres organisées pour recueillir la parole des habitant·es révèlent le développement d'une ambivalence à l'égard du quartier. Le quartier est cet espace où ils-elles se sont construit·es et où ils-elles veulent vivre convenablement mais que certain·es espèrent quitter un jour pour « évoluer dans la vie ». Il s'y crée à la fois les liens sociaux où s'installent une forte solidarité autant qu'une solitude et des conflits. Les habitant·es y développent une dépendance aux multiples services tout autant qu'ils y repoussent souvent ceux-celles qui gouvernent, décident ou entreprennent par des critiques virulentes : ils-elles rejettent les institutions tout autant qu'ils-elles craignent leur affaiblissement. Le quartier est à la fois un cocon protecteur où l'on peut être avec les autres, se sentir bien entre soi et une cage qui empêche de vivre, un intérieur dans lequel on rêve d'une vie meilleure (à l'extérieur). Il est souvent perçu comme un lieu enfermé sur lui-même mais, en même temps, il est submergé par la société extérieure qui impose ses stéréotypes et ses normes³. Se dessine alors, à travers le propos des habitant·es, une fracture entre un « eux-ils » et un « nous-on » qui interroge la responsabilité des un·es et des autres sur les bonheurs et les malheurs de la vie dans le quartier.

« On ne nous a pas demandé notre avis, comme d'habitude, c'est toujours les hauts placés qui décident, avec l'argent des habitants » – un groupe d'habitant·es –

Quatre ensembles politico-administratifs fondent le « ils », considérés comme des entités coupées du « nous ».

Sur le plan économique d'abord, le « ils » représente la macro-économie mais aussi un ensemble d'acteurs locaux « qui tirent les ficelles de tout ça ». De même, les bailleurs entrent souvent dans la catégorie du « ils », en référence « à la plaie toujours ouverte de la période des relogements » pour certain·es habitant·es mais en référence aussi à la diminution de personnel de proximité qui rend les interactions impersonnelles, et qui crée une distance avec le « nous ». Ensuite, les politicien·nes locaux·ales composent souvent, chez les personnes interrogées, la catégorie du « ils » ou du « eux » : les premier·ères magistrat·es communaux·ales représentent une figure d'autorité de proximité identifiée comme étant l'échelon représentatif

plus à l'écoute et le plus réactif mais entretenant aussi une distance avec ses administré·es. Enfin, le système scolaire a été évoqué pour révéler une mécanique éloignée du « nous » qui peut être source d'émancipation via les personnes d'exception et l'ouverture au monde qu'il permet tout autant qu'il est source d'incompréhensions voire de désillusions quant à sa promesse républicaine d'ascension sociale.

Une grande partie des habitant·es établit une différence entre la vie interne au quartier (« nous ») régie par ses qualités morales et son code de conduite, et une vie externe (« ils ») construit autour d'autres valeurs.

À l'instar du « ils » composé d'un faisceau d'organismes et d'organisations, le « nous » est également une représentation protéiforme, elle-même traversée par des tensions, de la diversité. Ce n'est pas un bloc parfaitement stable et homogène dans sa composition, ni dans la définition de ses frontières : il est multiple, mouvant et donc bien plus complexe que ce que renvoient les stéréotypes sur les habitant·es des banlieues ou des cités.

Alors, entre « ils » et « nous », comment expliquer la situation dans les quartiers populaires aujourd'hui ? Cette question est certes banale voire simpliste mais elle est au cœur de la relation entre les décideur·euses/autorités et les usager·ères/habitant·es pour construire un avenir meilleur.

Concevoir cette réalité dans toute sa complexité mais aussi dans son caractère systémique permet à la fois de prendre en compte la profondeur de la fracture et les leviers sur lesquels agir.

Plus que jamais il s'agit de réconcilier et articuler le « ils » et le « nous » :

- » Le « ils » garant de la justice sociale dans le pays et le « nous » qui aspire à une citoyenneté « normale ».
- » Le « ils » qui prône la mixité et le « nous » multiple (ethnique, culturelle, sociale, âge, etc.).
- » Un « ils » qui loge, éduque, emploie et un « nous » qui aspire à plus de pouvoir de décision.

Les habitant·es des quartiers populaires veulent (re) trouver l'apaisement et la considération avec les autorités et les différentes strates des pouvoirs politiques, économiques et judiciaires. Elles-ils savent que sans une relation de confiance mutuelle (et non de suspicion permanente), se traduisant dans de nouvelles méthodes de co-construction, un avenir meilleur ne pourra se dessiner.

Transiter vers de nouveaux modes de vie

En 2018, le quatrième rapport « Paroles d'habitant-es » restituait leur attente quant aux effets positifs de la transformation du bâti. L'enjeu revendiqué était de rénover l'urbain sans raser l'histoire, sécuriser les lieux mais laisser évoluer et respirer chacun-e, améliorer l'habitat tout en favorisant la préservation et la création d'espaces verts pour tou-ttes. P paradoxalement, ils-elles reconnaissaient « qu'il y a des efforts des pouvoirs publics » et, en même temps, revendiquaient de stopper la machine de démolition pour prendre le temps d'être écouté.

En toile de fond, était mise en avant une carence forte dans l'élaboration des politiques publiques, notamment des politiques d'aménagement, qui se fait sans les habitant-es qui sont, pourtant, les premier-ères concerné-es. La « cassure » avec la puissance publique était palpable. Le sous-titre « Et maintenant, on fait quoi ? » invitait chacun-e à prendre ses responsabilités et à faire un premier pas pour recoller les morceaux.

« On est vraiment ignoré et il y a beaucoup de choses qui ne sont pas réalisées parce qu'ils ne se déplacent pas alors que nous, on est tout le temps là » – Awa –

En 2020, le fait de proposer des espaces de parole a permis l'expression d'un sentiment d'indignation (voire de colère) habituellement retenu ; notamment lorsqu'il était question de la conception de l'habitat et de sa gestion, des comportements indisciplinés des un-es et des autres, de l'ignorance ou de la distance des décideur-ses. Cette indignation s'est accompagnée d'un appel à la mobilisation de chacun-e à être concerné-e par les affaires courantes de la vie collective.

A défaut de poser un diagnostic qui fasse consensus et qui hiérarchise les causes des difficultés cumulées, les personnes rencontrées formulent volontiers des intentions pour « faire bouger les choses dans le bon sens ». Ils-elles livrent spontanément non pas des recettes miracles mais des volontés, des axes de progrès, des propositions et horizons pour enclencher une transition vers de nouveaux modes de vie. D'abord, ils-elles invitent à changer « la grille de lecture » appliquée habituellement aux quartiers popu-

lares et à leurs habitant-es : ces dernier-ères ne sont ni une menace, ni la seule solution mais un élément constitutif du tout qu'il faut mieux reconnaître et intégrer aux espaces de concertation et de décision.

Ensuite, ils-elles proposent de construire des quartiers populaires guidés par les notions de *care*, de proximité et d'esprit de village (sans créer des enclaves), embellis et aménagés de telle sorte que chacun-e puisse se reconnecter au milieu naturel.

Ils-elles proposent d'agir en priorité pour la jeunesse qui représente une part importante de la composition des quartiers en répondant aux besoins d'accueil des jeunes enfants, en réinventant les offres de service pour les adolescent-es et en proposant des programmes d'insertion professionnelle plus ambitieux et efficaces pour les jeunes adultes.

Pour mieux se loger dans les quartiers populaires, pour évoluer dans un espace public attractif et sécurisé, pour transiter vers des modes de vie plus en harmonie avec le vivant, pour qu'une société multiculturelle et métissée soit enfin acceptée, pour que la jeunesse soit reconnue comme porteuse des solutions et non des problèmes, les habitant-es veulent « changer de méthode ».

Ils-elles veulent que les décisions s'appuient davantage sur le « nous », sur une vision de ces territoires qui s'appuie sur leurs réalités, sur les savoirs-exister et les savoirs-devenir. Ils-elles veulent que la concertation ne soit pas un alibi qui cache des décisions déjà entérinées. Ils-elles ne veulent pas simplement être écouté-es mais être entendu-es et devenir partie prenante des changements, dans un esprit de responsabilité.

Ils-elles appellent à retisser des liens nouveaux et instaurer un dialogue apaisé et respectueux avec les décideur-ses, les autorités et les différentes formes de pouvoirs. Cette relation entre « nous » et « ils » permettra de bâtir des réponses aux questions suivantes :

» Comment s'expliquent les écarts de développement entre les quartiers populaires et les autres territoires des unités urbaines ?

» Comment pouvons-nous, habitant-es et décideur-ses, réinventer, dès aujourd'hui, des réponses co-construites qui soient efficaces et durables pour réduire les inégalités ?

Les réponses issues de ces questions permettront de co-construire un « autre demain », celui auquel les habitant-es de ces quartiers aspirent tant !



↑ Dunkerque (59)



↓ La Bulle verte, Aix-en-Provence. ©Amélie Heroux



↑ Quartier Champvallon, Bethoncourt (25)

Pour aller plus loin...

La version complète du 5^e rapport *Paroles d'habitantes des quartiers populaires* écrite par le sociologue Benjamin Coignet est disponible sur le site www.centres-sociaux.fr

Elle détaille les différents sujets abordés ici (vécu de la crise sanitaire, rapport à l'espace public, relations aux pouvoirs publics et grands défis à relever pour les quartiers populaires demain) au travers des paroles des habitantes et habitants rencontrés par les 22 centres sociaux engagés dans la démarche. Des portraits de chacun des quartiers représentés dans le rapport, des interviews de chercheur-ses, des données chiffrées ainsi qu'une contribution croisée de la Fédération des centres sociaux et de Question de ville, viennent apporter un éclairage complémentaire à ces paroles.

Fédération des Centres sociaux et Socioculturels de France

www.centres-sociaux.fr

Question de Ville

www.reseau-crpv.fr

